



## Conseil économique et social

Distr. générale  
28 novembre 2011  
Français  
Original : anglais

---

### Commission de la condition de la femme

#### Cinquante-sixième session

27 février-9 mars 2012

Point 3 a) de l'ordre du jour provisoire\*

**Suivi de la quatrième Conférence mondiale sur les femmes et de la session extraordinaire de l'Assemblée générale intitulée « Les femmes en l'an 2000 : égalité entre les sexes, développement et paix pour le XXI<sup>e</sup> siècle » : réalisation des objectifs stratégiques et mesures à prendre dans les domaines critiques et nouvelles mesures et initiatives; thème prioritaire : « L'autonomisation des femmes dans les zones rurales et leur rôle dans l'éradication de la pauvreté et de la faim, le développement et les enjeux actuels »**

**Déclaration communiquée par le Conseil consultatif anglican, Church Women United, l'Église presbytérienne (États-Unis), la Society of Catholic Medical Missionaries, l'Armée du salut, le United Methodist Church General Board of Church and Society, le United Methodist Church General Board of Global Ministries, la Fédération mondiale des femmes des églises méthodistes et unies, organisations non gouvernementales dotées du statut consultatif auprès du Conseil économique et social**

Le Secrétaire général a reçu la déclaration suivante, distribuée conformément aux paragraphes 36 et 37 de la résolution 1996/31 du Conseil économique et social.

---

\* E/CN.6/2012/1.



## **Déclaration**

Coalition d'organisations et de confessions chrétiennes et d'autres organisations non gouvernementales (ONG), Ecumenical Women (EW) se réjouit de l'examen du Programme d'action de Beijing à la cinquante-sixième session de la Commission de la condition de la femme.

Nous soutenons que les femmes et les filles ont été créées à l'image de Dieu comme partenaires égales des hommes. Nous nous opposons à toutes les formes de violence, de discrimination ou d'oppression fondées sur le sexe et appuyons l'égalité et la justice entre les sexes.

Nous affirmons que l'autonomisation des femmes et des filles de tous âges est fondamentale pour atteindre les objectifs du Millénaire pour le développement (OMD) et éradiquer la faim et la pauvreté dans le monde.

Malgré 17 ans de politiques nationales et d'entente internationale en faveur des droits des femmes, les objectifs du Programme d'action de Beijing et les OMD n'ont été que partiellement atteints.

Avec ses partenaires mondiaux, Ecumenical Women travaille à éradiquer la pauvreté et la faim, à soigner les malades, à promouvoir la paix, à lancer des activités rémunératrices et à mettre en commun les ressources et les pratiques exemplaires. Les femmes ne pourront pas réaliser pleinement leur potentiel pour contribuer au développement et à l'éradication de la pauvreté tant que l'Organisation des Nations Unies et les gouvernements ne s'attaqueront pas à la discrimination, à l'oppression et à la violence auxquelles les femmes et les filles se heurtent.

Ecumenical Women et ses partenaires ont déterminé que les éléments suivants constituaient des obstacles à l'autonomisation des femmes et des filles en zone rurale et qu'ils les empêchaient de jouer leur rôle dans l'éradication de la pauvreté et de la faim et dans le développement.

## **Changements climatiques, agriculture et sécurité alimentaire**

Malgré les progrès accomplis vers la réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement, la faim et la malnutrition persistent. Des collectivités qui autrefois avaient des ressources abondantes ont du mal à produire assez d'aliments. La sécheresse, l'irrégularité des précipitations, la déforestation, la hausse du niveau des mers – facteur de la salinisation des sources d'eau – et la fréquence des catastrophes naturelles dues à la dégradation de l'environnement et aux changements climatiques sont des causes importantes de l'insécurité alimentaire dans le monde. Les guerres pour les ressources (terres, eaux et combustibles fossiles) ont engendré des déplacements massifs de femmes et des violences contre elles.

Dans les zones rurales, les femmes jouent un rôle primordial dans l'agriculture. Elles produisent des aliments pour la consommation familiale et pour la vente. Or de nombreuses filles et femmes vivant de l'agriculture et de la production alimentaire à petite échelle n'ont ni la propriété ni l'usage des terres arables, des semences et des engrais durables, des sites de pêche, du matériel agricole efficace, des marchés et des ressources financières. Même si des progrès ont été réalisés grâce à des initiatives internationales, l'accès à l'eau potable et à des

systèmes d'irrigation efficaces demeure problématique et contribue à l'insécurité alimentaire dans le monde. Les politiques de la Banque mondiale, du Fonds monétaire international, de l'Organisation mondiale du commerce et de l'Organisation de coopération et de développement économiques ont abouti à une concentration des terres dans les mains des entreprises et non dans celles des agriculteurs locaux.

Les États Membres devraient reconnaître l'importance de celles et ceux qui travaillent la terre et produisent les aliments. Vu la dégradation de l'environnement et l'urbanisation croissantes, la valeur des collectivités rurales se dessine plus nettement. Les femmes y jouent un rôle vital dans l'agriculture et la production alimentaire; il faut donc les aider à atténuer les changements climatiques et à s'y adapter tandis qu'elles cherchent à augmenter la production agricole.

### **Accès à l'éducation**

L'éducation est un droit fondamental. Elle augmente la participation des filles et des femmes à la vie de la société et influence le bien-être de leur famille et de leur collectivité. L'éducation et la formation primaires, secondaires et supérieures sont primordiales pour les filles et les femmes des zones rurales.

Or, de par le monde, les femmes indiquent que leurs taux d'analphabétisme, en particulier ceux des femmes et des filles des zones rurales, demeurent élevés. Faute d'accès à l'éducation, il leur est difficile de s'occuper de développement et d'activités rémunératrices pour leur famille. En raison de la discrimination sexuelle, des préjugés culturels et des mariages et grossesses précoces, les femmes ne peuvent tirer un plein parti des possibilités d'éducation qui existent.

Si elles recevaient une éducation essentielle sur la nutrition, la santé et l'hygiène, les pratiques agricoles et les métiers rémunérés, cela les mènerait, ainsi que des collectivités entières, à la prospérité.

### **Transport et accès aux ressources**

Partout au monde, les zones rurales sont caractérisées par des infrastructures et des transports en commun insuffisants, ce qui gêne les échanges de biens et de ressources. Les conditions environnementales qui rendent les routes impraticables pendant la saison des pluies ou après une catastrophe naturelle contribuent elles aussi au problème.

Les lacunes des transports affectent la distribution des aliments et privent les ruraux des services sociaux et médicaux concentrés dans les zones urbaines. Faute d'accès à des moyens de transport sûrs et fiables, les femmes et les filles doivent souvent parcourir de longues distances à pied, ce qui les expose à la violence sexuelle.

Les transports en commun sont essentiels à la santé et à la sécurité des collectivités rurales. Améliorer les infrastructures et l'accès à des transports en commun sûrs permettrait aux femmes de prendre part à l'économie locale, régionale et internationale. De plus, les femmes, les filles et des collectivités entières auraient ainsi accès à des services sociaux et des soins médicaux meilleurs.

### **Accès aux soins médicaux**

Les populations rurales manquent d'accès aux soins médicaux voulus. Le manque de services médicaux essentiels et de compléments alimentaires, les taux élevés de mortalité maternelle et infantile et la propagation persistante du VIH/sida et d'autres maladies obligent de nombreuses femmes et filles à soigner leur famille et d'autres membres de la collectivité sans protection appropriée (chose grave dans le cas de maladies contagieuses comme le VIH/sida et la tuberculose).

Or les soins donnés par les femmes ne sont ni appréciés ni payés. En augmentant leur accès à une formation médicale, on leur permettrait donc de faire profiter leur collectivité de ces compétences ou de recevoir un salaire adéquat pour les soins qu'elles prodigueraient.

### **Isolement et exclusion du processus décisionnel**

En raison du manque de soutien aux initiatives agricoles et aux petites entreprises, du manque d'accès à l'éducation et aux ressources, de l'insuffisance des transports et des soins médicaux et de la poursuite des violences sexistes, les femmes et les filles des zones rurales se trouvent souvent isolées. Même si elles aident leur collectivité par d'importantes aptitudes (cultiver la terre, produire des aliments, soutenir la famille et soigner les malades), leur contribution n'est souvent pas appréciée à sa juste valeur. À cause des préjugés sexuels, des infrastructures et des transports insuffisants et du temps qu'elles consacrent à s'occuper de leur famille et des malades, les femmes ne peuvent participer à l'économie locale, régionale et internationale ni à la prise de décisions. Les États Membres devraient reconnaître leur contribution et la nécessité pour l'État de leur apporter une aide particulière, et s'appliquer à les inclure autant que les hommes dans la prise des décisions et dans les structures du pouvoir.

### **Recommandations**

Ecumenical Women invite l'Organisation des Nations Unies à reconnaître l'importance de celles et ceux qui cultivent la terre et nourrissent le monde. Ecumenical Women recommande que les gouvernements prennent des mesures pour autonomiser les agricultrices des zones rurales en s'attaquant à la dégradation de l'environnement et aux changements climatiques, en accroissant l'accès des femmes à la terre, en protégeant les petites exploitations et coopératives, et en donnant aux agricultrices un accès aux financements pour améliorer l'agriculture et l'alimentation des femmes et de leur famille.

De plus, Ecumenical Women exhorte les gouvernements à accroître l'accès des femmes et des filles à l'éducation afin qu'elles puissent apporter à leur collectivité toute la mesure de leur potentiel et de leurs compétences et qu'elles soient justement rétribuées pour leur contribution à la société. Un meilleur accès des femmes à l'éducation leur donnera confiance et elles seront ainsi mieux armées pour traiter avec des entreprises bien implantées et dominées par les hommes.

Ecumenical Women vise l'élimination des contraintes de transport qui empêchent les femmes des zones rurales d'accéder aux services médicaux essentiels et aux ressources productives qui leur permettraient de jouer un rôle dans l'économie locale, régionale et internationale. Ecumenical Women invite les gouvernements à créer et à soutenir des programmes d'aide au développement

adaptés aux femmes et qui reconnaissent la valeur de leur contribution à la santé et au bien-être de la société et à l'économie mondiale.

Chacune et chacun, où qu'ils vivent, devraient jouir de droits fondamentaux comme le droit à une alimentation nutritive, à l'éducation, aux transports et aux soins médicaux. La création et le maintien de programmes en faveur de ces droits, surtout pour les femmes et les filles des zones rurales, renforceront l'économie mondiale et le bien-être de tous.

Ecumenical Women invite l'Organisation des Nations Unies et ses États Membres à promouvoir l'égalité entre les sexes, afin que les femmes fassent comme les hommes partie des décideurs actifs à tous les niveaux de la société : familial, local, national et international. Ecumenical Women demande à l'Organisation des Nations Unies de travailler avec ses entités axées sur la promotion de l'égalité des sexes et avec d'autres organes spécialisés pour élaborer des campagnes de sensibilisation et des mécanismes d'information pour assurer le suivi et la surveillance de l'égalité des sexes dans la prise des décisions chez les États Membres.

---